

"Le relèvement de la France passe par l'unification de l'Europe" dans Force ouvrière (11 avril 1957)

Légende: Le 11 avril 1957, saluant la signature le 25 mars 1957 à Rome des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom), Raymond Le Bourre, secrétaire confédéral de la confédération Force ouvrière (FO), insiste sur la participation de la classe ouvrière au processus d'intégration européenne.

Source: Force ouvrière. Hebdomadaire de la Confédération générale du travail-Force ouvrière. 11.04.1957. Paris: CGT-Force ouvrière. "Le relèvement de la France passe par l'unification de l'Europe", auteur:Le Bourre, Raymond , p. 2.

Copyright: (c) Force ouvrière

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_relevement_de_la_france_passe_par_l_unification_de_l_europe_dans_force_ouvriere_11_avril_1957-fr-a1927c11-3a05-4514-b833-bd5b55f89018.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Le relèvement de la France passe par l'unification de l'Europe

par **Raymond LE BOURRE**

Nous estimons qu'il faut unifier l'Europe. Nous pensons également qu'il est inutile de louvoyer avec les impératifs de cette unification. En considérant donc que l'Europe des six ne peut être envisagée comme une fin mais devrait être étendue à tous les pays vivant sous un régime de liberté, notre Confédération estime que les différentes communautés, dont le Marché commun et l'Euratom, favoriseraient l'harmonisation et l'amélioration des conditions de vie, de travail et de salaires des travailleurs de la Communauté.

Avant d'en arriver à cette conclusion harmonieuse, il faut encore prévoir de très vives oppositions au sein du Parlement français car les difficultés commencent quand il s'agit de bâtir un nouveau monde.

Bien entendu, il nous faut déplorer les quelques lacunes qui jalonnent les textes et notre Commission exécutive, dans sa séance du 5 avril, n'a pas marqué de souligner son souci d'instaurer un régime de démocratie économique conforme à toutes les résolutions de nos congrès nationaux.

Les arguments des adversaires du Marché commun sont subtils et certains de nos camarades s'y laissent prendre. Une nouvelle vague de nationalisme va déferler sur le pays et les réticences ou les oppositions rejoindront le travail de sape des communistes et de leurs valets de la CGT. La monarchie s'en mêle et dans le journal « Les Échos » de M. Servan-Schreiber, le comte de Paris laisse percer le bout de son talon rouge pour le rejet du traité. Laissons donc le mélancolique Prince Henri à ses regrets historiques et ne perdons pas notre sang-froid républicain.

Le syndicalisme libre se doit d'apporter son appui aux forces qui travaillent à cette union. Il le doit parce que l'effort d'unité européenne n'aboutira pas sans l'adhésion et le concours des travailleurs. Il le doit aussi parce que les intérêts des travailleurs doivent être reconnus par l'organisation nouvelle dont le triomphe final est dans la ligne de l'histoire.

Si l'on ne veut pas que demain l'unité européenne et les accords économiques et sociaux qui la préparent, conduisent à une égalisation de la conduite ouvrière au niveau le plus bas, si l'on ne veut pas que les travailleurs fassent seuls les frais de la réorganisation économique inévitable, il est nécessaire que notre Confédération soit présente partout où l'on fait l'Europe, à la condition que la politique de présence signifie bien élan révolutionnaire et volonté constructive.

Il faut que s'établissent des contacts entre les travailleurs de l'Europe. Il faut que le syndicalisme libre étudie les problèmes innombrables qui sont posés : problèmes politiques de la subordination des États à une souveraineté commune, problèmes culturels de la défense des originalités nationales en même temps que du rapprochement des esprits, problèmes économiques de la coordination des productions industrielles et agricoles, problèmes sociaux enfin, les plus importants peut-être car, dans une Europe économiquement unifiée, il sera nécessaire de veiller à ce que les conquêtes obtenues dans certaines nations par les ouvriers ne soient pas remises en question par la concurrence ou la contagion des nations moins évoluées, mais qu'au contraire elles servent à tous et qu'elles bénéficient peu à peu aux classes sociales les plus déshéritées.

Tâche immense devant laquelle le syndicalisme ne doit pas reculer et dont il peut attendre un magnifique essor si sa volonté ne faiblit pas.

Les travailleurs sont aujourd'hui divisés : divisés parce que les querelles internationales se répercutent dans leur milieu ; divisés aussi parce que l'exaspération universelle des nationalismes a trop subordonné le syndicalisme aux gouvernements et aux États nationaux gênant ainsi son effort de désintoxication.

En réalisant l'Europe, il arrache le mouvement ouvrier à la fois aux obédiences étrangères de l'Est et de l'Ouest, et à la mainmise progressive et sournoise des organisations étatiques et technocratiques.

Et nos amis mineurs l'ont bien compris quand, saluant la signature du Marché commun, dans « L'ouvrier des

mines », ils déclarent :

« Nous aurons, bien sûr, à faire certaines remarques, à critiquer même ce que nous jugerons imparfait, mais systématiquement nous nous garderons bien de suivre le chemin sur lequel certains démolisseurs voudraient nous entraîner. L'Europe est née, vive l'Europe ! Faisons en sorte que sous ses premiers pas, ne soit pas glissée la pelure de banane qui a fait trébucher tant de bonnes volontés. »

Nos amis ont raison car il faut faire vite. La classe ouvrière est lasse de toutes les aventures, depuis la faillite de la SDN jusqu'à l'impuissance de l'ONU. Ses plus grandes espérances ont été bafouées. On ne peut attendre de sa part un renouveau de confiance et un effort enthousiaste que si elle est assurée que l'Europe, à la construction de laquelle on lui demande de collaborer, satisfera à son intérêt de classe et à son immense désir de paix.